

Proletaires de tous les pays, unissez-vous !

n° ref 4694

FONS
A. VILLE



LA VERITE

DES REVOLUTIONNAIRES

Organe de l'O.C.I. — FRACTION LIGUE INTERNATIONALE
DE RECONSTRUCTION DE LA IVÈME INTERNATIONALE

NUMERO 5-6

du 1er au 30 AVRIL 1975

bimensuel

Prix : 2 Francs

EN AVANT VERS LA FONDATION DES JEUNESSES OUVRIERES REVOLUTIONNAIRES DE FRANCE! EN AVANT VERS LA CONSTRUCTION DE L'I.R.J!

EDITORIAL

Après 9 semaines de lutte des ouvriers de RENAULT, le gouvernement Giscard-Chirac a opéré un net recul qui rend son avenir immédiat extrêmement précaire.

Que s'est-il passé ?

Pendant 9 semaines, le PCF, le PS, les directions syndicales, ont supplié le gouvernement de reculer, ne fut-ce qu'en accordant des miettes aux ouvriers de RENAULT — il leur était impossible de s'opposer de front à leur mouvement.

Après 9 semaines, toutes leurs manœuvres pour diviser, et disloquer ce mouvement qui tendait vers la grève générale de la Régie, n'avaient pas réussi à étouffer la combativité des travailleurs.

L'intransigeance systématique de la direction de la Régie, accumulant les provocations, qui ont culminé par la "proposition" de 20 Francs face à l'exigence de 250 Francs des travailleurs du Mans, et le report des négociations, dénonçait d'être à l'origine de l'engagement immédiat d'une épreuve de force entre la classe ouvrière et le gouvernement. RENAULT était au seuil de la grève générale. C'est à ce moment là, quand dans l'Humanité, le PCF avertit que jusqu'alors il n'y avait pas eu "d'action généralisée", car les travailleurs étaient "responsables", la combativité continuant de s'amplifier, que furent convoquées, à la hâte et presque en secret, les dernières négociations.

La duplicité des directions syndicales, pressées d'en finir, se manifesta là encore nettement : elles n'exigèrent aucun préalable, même pas la réintégration des licenciés, qu'imposait aussi bien la nécessaire lutte pour la défense

Suite page 2

**Pour un Viet-Nam uni et socialiste !
Pour un Gouvernement Ouvrier-Paysan au Viet-Nam !
Vive la lutte des travailleurs et des paysans viet-namiens !
Pour les Etats-Unis Socialistes d'Indochine !**

Da Nang, Quang Trí, les villes tombent une à une, des provinces entières passent sous le contrôle du G.R.P. Partout, les troupes de Thieu, fidèle laquais de l'impérialisme U.S., sont en pleine déroute. La lutte des travailleurs et paysans vietnamiens, ainsi que celle des travailleurs du Cambodge, est en train d'infliger un cinglant échec à la politique de "coexistence pacifique" poursuivie par l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne.

L'avance victorieuse du G.R.P. est le constat d'échec des accords de Paris que tous, des staliniens à la Bourgeoisie, de Kissinger au Duc Tho, en passant par les pablistes et autres pseudo-révolutionnaires, avaient présentés comme une "victoire". Drôle de victoire que celle qui consacrât la division du Vietnam, drôle de victoire que celle qui permettait à l'impérialisme U.S. par Thieu interposé, de poursuivre sa politique d'agression et de répression contre les masses laborieuses du Vietnam du Nord comme du Sud.

Et ce sont ces accords de Paris — contresignés par le GRP — que les travailleurs et paysans du Vietnam, victime générale, faisaient voler en éclat par leur lutte héroïque, contre la Suite page 4

LIB
Biblioteca de Comunicación
General
CEDOC

suite éditorial

des luttes démocratiques, que le rapport de forces réel, de plus, elles ont présenté leurs résultats comme une victoire éclatante sur le plan revendicatif.

En réalité, sur ce plan précisément, rien n'est réglé : il s'agit au mieux, que la simple comparaison avec l'augmentation du coût de la vie désigne comme dérisoires.

Ensuite, c'est sur le plan politique, par le recul du gouvernement sur l'affirmation de son intransigeance que le mouvement des travailleurs de RENAULT marque un pas en avant pour toute la classe ouvrière.

La grève des partisans, si elle n'a pas abouti à cause de l'opposition active des directions CGT et CFTC (ne parlons pas de Bergeron qui postule au rôle de briseur de grève) a néanmoins poussé le gouvernement à se débarrasser de son ministre Léonard, et à différer ses tentatives de reprivatisation des P.T.T.

La grève de RENAULT a également forcé Giscard à reculer, et en même temps a fait comprendre aux travailleurs que l'obstacle résidait en grande partie dans la volonté des directions syndicales CGT et CFTC que leur mouvement n'ait pas jusqu'au bout.

C'est la signification claire ou refus de 25% des ouvriers de lancer d'arrêter leur action.

Aujourd'hui, le gouvernement Giscard-Chirac sait que le PCF, non seulement, ne peut contrôler totalement avec efficacité la classe ouvrière, mais aussi et surtout, qu'aucun rapprochement entre le PCF et le Gouvernement n'est plus possible.

Ce qui est sûr, c'est que le prochain conflit d'envergure, sur la base des acquis pour toute la classe ouvrière que représente RENAULT, ne pourra qu'aller encore plus loin. Pour Giscard-Chirac, s'il veut retarder l'échéance de son éviction, il faudra qu'il impose une nette défaite, même localisée, à la classe ouvrière. Or, il n'en a pas les forces à lui tout seul, à moins de risquer déjà un affrontement au niveau de l'état.

L'alternative politique reste en suspens, et se pose de manière immédiate. Personne ne connaît plus que l'échéance réelle, soit les élections de 1978.

Un élément déterminant de la situation politique reste la mobilisation croissante de la classe ouvrière, qui se caractérise, après RENAULT, par un effort plus important pour unir son combat, en même temps qu'une méfiance accrue envers ses directions syndicales qui s'opposent.

Et, dans les principaux secteurs déjà entrés en lutte, cette méfiance est nettement apparue, de nouvelles couches de travailleurs et de jeunes combattifs, affluent dans les usines qui, précisément, sont ces directions, ne voyant pas encore d'autre alternative.

Les deux faits sont l'indice de la radicalisation plus nette de la classe ouvrière, de la maturation de la révolution.

C'est à partir de ces éléments que diverses manifestations de l'actualité politique doivent être comprises.

S'appuyant sur la volonté du Kremlin d'imposer, y compris, le statu-quo social dans le cadre de la coexistence pacifique, et s'appuyant sur l'exemple du PCF, CHIRAC a tenté de faire intervenir Brejnev directement.

Mais, aujourd'hui Brejnev est impuissant pour imposer au PCF de s'orienter vers l'Union Sacrée avec Giscard, car ce serait approfondir urticalement et dangereusement la crise

dans ce verrou de l'appareil stalinien en Europe. L'alliance majoritaire dans le PCF n'y est pas prête aujourd'hui, à cause de la pression exercée sur la classe ouvrière.

Quant à la fin de la "polémique" entre le PCF et le P.R., elle apparaît à un moment où l'unité doit être consacrée sur la base du leur programme commun ouvrier entre le PCF et le P.R., pour freiner la mobilisation des masses, au temps que comme une conséquence de cet affaiblissement du gouvernement Giscard-Chirac.

Les tentatives de Bitterrand pour l'Union Sacrée doivent être réfrénées sous peine d'accroître encore l'insécurité des travailleurs.

Les directions du PCF et du P.R., conscientes de ce moment, sont obligées de prendre l'initiative pour retarder l'échéance de la Grève Générale : elles appellent, sur l'initiative de la CGT et la CFTC, à une mobilisation des travailleurs en essayant de canaliser tout à la suite vers des négociations tripartites = syndicats-extratraitement.

Il s'agit de tenter de retarder les accords au moment avant la Grève Générale.

Mais, la seule alternative qui puisse répondre aux aspirations de la classe ouvrière, est celle d'un Gouvernement Ouvrier-Paysan, qui seul peut satisfaire l'ensemble des revendications.

Lutter pour un tel gouvernement signifie s'intégrer dans la mobilisation de la classe ouvrière, l'organiser et la développer pour préparer la grève générale qui aboutira à un gouvernement Giscard, et dans cette lutte construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire, comme l'élément clé pouvant conduire la classe ouvrière vers cet objectif.

Préparer la grève générale pour battre Giscard, pour le Gouvernement Ouvrier-Paysan, signifie trouver la méthode de sa préparation, principalement, dans les usines, en répondant concrètement aux aspirations et à la lutte engagée par la masse des travailleurs; cela signifie affronter les directions trahissantes du mouvement ouvrier dans cette lutte car elles s'y opposent consciemment.

L'OCI-Fraction L.I.R.Q.I. s'est engagé résolument dans ce combat qui est celui de la reconstruction de la IVème Internationale.

C'est dans ce combat qu'elle a organisé, en premier lieu, la jeunesse ouvrière de RENAULT, d'abord, en y construisant des Cercles de Jeunes Révolutionnaires.

La conférence des CJR de RENAULT, le 6 Mai, prépare directement la proclamation des Jeunesse ouvrières révolutionnaires de France, le 17 Mai.

Mais, si c'est précisément dans cette lutte, dans ce moment précis de la lutte des classes, que l'OCI-Fraction L.I.R.Q.I. a marqué une avance considérable dans sa lutte pour la reconstruction de la IVème Internationale en France, c'est aussi à ce moment, et comme une expression de la position en avant de la classe ouvrière, que les directions opportunistes ont été précipitées dans l'opportunisme le plus plat.

Trois semaines après le déclenchement de l'action des travailleurs de RENAULT, la L.C.R., croyant le mouvement en terre, se met à reprocher au PCF et au P.R. de n'avoir pas appelé à la Grève Générale de la Magie, alors qu'elle même n'y avait pas jusqu'alors songé une seule fois (Rouge N°293).

Puis, la LCR a réuni son Comité Central pour prévoir que RENAULT serait une "grave défaite" pour la classe ouvrière, qui s'est transformée la semaine suivante en une "amère victoire"...

La résolution de son Comité Central démontre que, quand la classe ouvrière s'ébranle, la LCR ne sait plus faire que du mauvais syndicalisme, et ne peut donner aucune réponse politique (Rouge N°295). Appréhendant la marche en avant vers la grève générale, elle l'exorcise en l'évoquant sous forme de "lutte généralisée", puis s'en remet à la maturation spontanée de la conscience de la classe ouvrière, "meilleure garantie pour l'avenir".

Le rôle de la LCR se borne à exiger des directions du PC et du PS à s'engager à lutter dans l'unité pour satisfaire les revendications (Rouge N°296).

Aujourd'hui, la LCR dit moins bien ce qu'avance depuis plus de 2 ans la direction de l'O.C.I., développé aujourd'hui avec plus de clarté.

Comme seule issue à l'action engagée par les ouvriers de Renault, la direction de l'O.C.I. appelle à lutter inconditionnellement pour que le P.C et le P.S, quel que soit leur programme bourgeois, veuillent bien remplacer Giscard-Chirac.

En affirmant que les masses laborieuses "auront à faire l'expérience du gouvernement PCF-PS auquel elles aspirent", en présentant ce gouvernement comme une étape nécessaire vers le gouvernement Ouvrier et Paysan, ils ont cautionné la politique du PCF et du PS à RENAULT qui n'ont pas eu besoin de l'ombre d'un radical de gauche pour s'opposer à la grève générale de la Régie, et cela, parce qu'ils sont "unis" pour freiner la marche en avant de la classe ouvrière.

Lambert-Just et ceux qui les suivent aujourd'hui se sont opposés à la préparation de la grève générale qui abattrait le gouvernement Giscard, à la lutte pour le gouvernement Ouvrier-Paysan.

Parce qu'ils ont renoncé à la construction du Parti révolutionnaire, ils se retrouvent avec la LCR pour charger les appels trahis de réaliser les aspirations des masses laborieuses, tout en calomniant la classe ouvrière, lui intimant "d'essayer" renverser Giscard-Chirac, alors qu'eux-mêmes n'ont que "l'audace" de se prosterner devant le PCF et le PS.

L'O.C.I.-fraction LIRQI qui lutte de manière indépendante à AULNAY, à UGINE, aux P.M., pour construire le Parti Ouvrier Révolutionnaire de France, pour reconstruire la IVème Internationale, appelle les travailleurs, les jeunes les militants, à rejeter l'entreprise de démoralisation engagée par la LCR et la direction de l'O.C.I.

Contre ceux qui veulent faire de la IVème Internationale une agence du stalinisme, l'O.C.I.-Fraction LIRQI, par sa lutte, prépare le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I. pour fin Mai-début Juin, Congrès qui proclamera la section française de la LIGUE INTERNATIONALE DE RECONSTRUCTION DE LA IVème INTERNATIONALE.

C'EST L'HEURE DE LA IVème INTERNATIONALE !

EL AVANT VERS SA RECONSTRUCTION !

Le 25 Avril

Directeur de la Publication

Elise LANGUIN

correspondance:

LA IVème INTERNATIONALE
B.P. N°23
60100 NOGENT s/OISE

TARIF DES ABONNEMENTS

1 an (24 numéros) 40 F
6 mois (12 numéros) 20 F
pli clos .1 an 50 F
Tarif étranger sur demande

«LA QUATRIÈME INTERNATIONALE» N°10

VIENT DE PARAITRE
«SPECIAL 2ème CONGRES»
Travailleurs, Jeunes, Militants,

RECLAMEZ-LA auprès de
nos diffuseurs !

en vente chez Maspero - Paris

LISEZ, DIFFUSEZ,
LA PLATE-FORME DE COMBAT DE
L'O.C.I FRACTION L.I.R.Q.I

POUR LE CONGRES EXTRAORDINAIRE
TROTSKYSTE DE L'O.C.I !

IMPRIMERIE SPECIALE DE L'EDITEUR


Biblioteca de Comunicació
i Hemeroteca General
CEDOC

volonté même du GRP, car les masses laborieuses n'ont jamais accepté la division du Vietnam.

Et nous voyons aujourd'hui s'élever de partout des voix pour dénoncer les malheurs du peuple vietnamien : de Kissinger, prix Nobel de la "Paix" au pape, de Giscard à Spellman, tous versent des larmes de crocodiles sur le sort des réfugiés du Sud-Vietnam !

Kissinger et Ford ont oublié le temps où ils envoyait des centaines de B52 qui déversaient des tonnes de napalm et de bombes sur le Vietnam ! Paul VI a oublié le temps où Pie 12 menait campagne pour que les USA prennent le relai de la France au Vietnam, et le temps où le cardinal Spellman bénissait les bombardiers et les G.I. !



Giscard a oublié le temps où la bourgeoisie française massacrait les masses laborieuses du Vietnam au nom de la souveraineté française !

La bourgeoisie, tout comme la bureaucratie stalinienne qui garde le silence, tremblent devant la lutte que mènent les masses laborieuses au Vietnam, et qui est en train de mettre en péril l'équilibre de la coexistence pacifique.

A l'heure où nous écrivons, Thieu vient de démissionner, ayant perdu l'appui de l'imperialisme US (du moins les unilatéraux), désoeuvré par le peuple vietnamien (des bouddhistes aux catholiques), son armée balayée par l'avance du GRP : le pantin s'écroule.

Or, dès l'annonce de la démission du dictateur Thieu, toutes les forces de la contre-révolution se sont unies pour crier : "Appliquez les accords de Paris" ! De Washington à Moscou, de Pékin à Paris, à Saïgon comme à Hanoï, le même souhait est formulé : "Que la paix soit négociée" !

Qui vont alors "négocier la paix", alors que le GRP est aux portes de Saïgon ?

Qui négocie "négocier la paix", alors que 95% du Vietnam est sous le contrôle du GRP ?

Négocier avec qui, si ce n'est qu'avec les débris du pouvoir sud-vietnamien, avec les hommes laissés par Thieu, c'est-à-dire par l'imperialisme US ?

Cette volonté de négocier à tout prix, de faire appliquer les accords de Paris trahit la panique des bureaucraties du capitalisme et d'Hanoï, la panique de l'imperialisme devant la mobilisation des travailleurs et des paysans vietnamiens qui sont déterminés à écraser la bourgeoisie jusqu'au bout.

Sur cette "paix négociée", le GRP, et toutes les forces contre-révolutionnaires qui misent sur lui pour canaliser les masses tentent de désarmer les travailleurs vietnamiens et lutter.

Ensuite, la politique de la bureaucratie stalinienne se trouve renforcée par l'appui que lui apportent de soi-disants "révolutionnaires", en premier lieu le S.U. publique de Gandel/Hansen, fidèles partisans de Ho Chi Minh,

assassin des trotskystes vietnamiens. Ainsi, Pierre Roussel "spécialiste" de l'Indochine, celui qui osait écrire : "là où tombent les bombes, se lèvent les combattants", présente la libération de Phnom Penh comme la naissance d'un nouvel Etat ouvrier ! Et c'est dans cette même ligne politique que la ligue publique lance le mot d'ordre "GRP à Saïgon", c'est-à-dire qu'elle remet le sort de la lutte des travailleurs et paysans vietnamiens entre les mains du GRP, entre les mains d'un Front Populaire.



La direction de l'O.C.I. poursuit sa politique de trahison et de soutien aux Fronts Populaires : que ce soit en France où elle lutte pour le gouvernement PC-PS, au Portugal, en Espagne, en Angleterre ... !

Au travers de cet article, Lambert/Just répondent à Pierre Roussel qui, dans Rouge du 4 Avril, demandait à l'O.C.I. de publier une revue critique de leurs positions d'alors. Voilà qui est fait : Lambert/Just apportent un magnifique cadeau dans leur corbeille de mariage avec Hansen !

Lambert/Just ont liquidé, balayé la manifestation du 15 Octobre 1972 où les militants de l'O.C.I. ont imposé leur cortège contre les staliniens et leurs fidèles alliés, la Ligue pabliste, aux cris de :

- Vive Ta Thu Thau !
- Vive les ouvriers polonais !
- Vive les ouvriers tchécoslovaques !

Peut-être verra-t-on Berg aux cotés de Krivine scandaler : "Ho! Ho! Ho Chi Minh!" l'assassin de Ta Thu Thau, fondateur de la IVème Internationale au Vietnam !

Cependant, la Ligue Internationale et sa section en France, l'O.C.I.-fraction Ligue Internationale de Reconstruction de la IVème Internationale (L.I.R.Q.I.) reprend le drapeau abandonné le 15 Octobre par Lambert/Just.

Non, le GRP n'est pas la voie de la révolution socialiste au Vietnam. Ce même GRP qui se prononce pour que soit : "formée à Saigon une administration qui soit réellement pour la paix et l'indépendance, la démocratie et la concorde nationale, et qui accepte d'appliquer sérieusement l'accord de Paris" Comme le rappelle l.O.

Aucune réconciliation n'est possible avec Thieu et ses pareils : la lutte des travailleurs et paysans vietnamiens ne sera réellement victorieuse que dans un Vietnam uni et socialiste.

Nous réaffirmons que l'accord de Paris est un pur produit de la coexistence pacifique. Le GRP est un gouvernement de Front Populaire dont le programme de concorde nationale ouvre la voie à la défaite des travailleurs du Vietnam. La mobilisation, aujourd'hui, victorieuse des ouvriers et paysans ne doit pas être enfermée dans le cadre du Front Populaire.

Seul un Gouvernement Ouvrier-Paysan peut satisfaire les revendications des masses laborieuses du Vietnam. Et cette tâche ne peut être réalisée que par un Parti authentiquement révolutionnaire, la section vietnamienne de la IVème Internationale ouvrira la voie victorieuse à la lutte des travailleurs et des paysans du Vietnam.

Vive la lutte héroïque des travailleurs et des paysans viet-namiens !

Vive Ta-Thu-Thau !

Pour un Viet-Nam uni et socialiste !

Non à la «Concorde nationale» !

Pour les Etats-Unis Socialistes d'Indochine !

Arnaud PERRIN

LE COMITE CENTRAL DE L'O.C.I FRACTION L.I.R.Q.I S'EST REUNI

Le 20 Avril 1975, s'est tenu le premier Comité Central de l'O.C.I.-Fraction L.I.R.Q.I., après le 11ème Congrès de la Ligue Internationale.

Ses résolutions (politique et sur la situation et les tâches de la Ligue Internationale en France) ont été publiées dans la "Quatrième Internationale" N°10, à laquelle nous renvoyons nos lecteurs. Nous n'y reviendrons pas.

Nous tenons par contre à présenter ici à la classe ouvrière de France et sa jeunesse, les problèmes auxquels a été confrontée l'O.C.I.-Fraction L.I.R.Q.I. dans la dernière période de préparation de la conférence de fondation des Jeunesses Ouvrières Révolutionnaires de France pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse (le 17 Mai 1975), dans le cadre du combat pour le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I. (début Juin). Nous tenons à présenter l'essentiel des discussions de ce Comité Central : la manière dont il a analysé les avances et surtout les faiblesses qui sont apparues dans l'activité de la Fraction, et ses conclusions. Car c'est au grand jour que se construit le parti ouvrier révolutionnaire, sans modestie quant aux acquis, critiquant impitoyablement les faiblesses et analysant leurs racines.

Le Comité Central de la Fraction a constaté que l'actuelle situation politique - caractérisée par une forte poussée des travailleurs contre l'Etat bourgeois, exprimée et accélérée par les 9 semaines de combat à Renault - confirme la justesse de notre orientation, visant la préparation immédiate et pratique de la grève générale illimitée de l'ensemble de la classe ouvrière de France, en tant que forme essentielle et actuelle de la mobilisation du prolétariat, par le parti ouvrier révolutionnaire en construction, sur le chemin conduisant ce premier à la prise du pouvoir.

Cette orientation distingue la Fraction de l'ensemble des organisations se réclamant de la classe ouvrière, dont celles qui se veulent trotskystes.

L'intervention indépendante de la Fraction dans la lutte des classes, sur cette ligne politique, surtout à Renault depuis le déclenchement du mouvement, mais aussi à Usinor et à SNIAS, a permis d'associer à notre combat déjà de nombreux jeunes ouvriers. Le recrutement des jeunes travailleurs a commencé. Les Cercles de Jeunes Révolutionnaires se constituent. Sur cette base, des contacts organisés ont été pris avec les militants de l'O.C.I. afin de préparer ensemble le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I.

Cette activité nous vaut déjà les attaques haineuses des staliniens à Renault et à Usinor, les descentes à nos réunions avec les jeunes travailleurs des commandos impulsés par la direction Lambert-Just. Ces attaques, ces descentes honteuses des briseurs de grève ont trouvé un désaveu total de la part des jeunes luttant à nos côtés et des travailleurs présents à nos interventions, qui à chaque fois nous ont défendus, et dans de nombreux cas ont imposé avec nous la poursuite des interventions.

Le Comité Central a affirmé donc que nous tenons aujourd'hui tous les éléments pour pouvoir, sur la base de l'intervention indépendante dans la lutte des classes, et de l'activité déjà engagée envers l'aile prolétarienne de l'O.C.I., tenir avec succès la conférence de fondation des Jeunesses Ouvrières Révolutionnaires.

tionnaires de France pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, le 17 Mai, et un mois plus tard, le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I., en tant que moment crucial de la construction du parti ouvrier révolutionnaire en France, section de la IV^e Internationale reconstruite, pour pouvoir effectivement transformer l'O.C.I. en section française indépendante et proclamée de la Ligue Internationale, à travers la scission ouverte avec la direction trahie de l'O.C.I.

Mais au centre de la discussion de ce Comité Central a été posé le problème du spontanéisme qui s'est manifesté ces dernières semaines dans toute l'organisation, et surtout à la direction même.

Le moment où nous sommes en mesure d'effectuer un véritable bond en avant dans la construction du parti, où chaque jour de nouveaux éléments se dégagent pour cette construction tant dans notre intervention directe dans la lutte des classes que dans l'activité au sein de l'O.C.I. elle-même, et que l'extension de l'organisation aux autres centres ouvriers devient une réalité, le danger qui nous guette et qui a été ressenti dernièrement dans notre activité, est de considérer tous ces éléments à un même niveau, de même que l'ensemble des tâches, sans faire la distinction, sans dégager les priorités en fonction même des axes et des objectifs centraux de la Ligue, et dans ce cadre de la section française.

La cause profonde en est le manque de centralisation politique par rapport aux objectifs et axes centraux, et de ce fait, le manque de centralisation organisationnelle au niveau du secrétariat lui-même; ce qui trouve ses répercussions directes et immédiates dans l'activité des comités locaux et des cellules.

Il faut chercher la racine de cela dans la pression qu'exerce sur nous le mouvement spontané de la classe. Son accélération brusque, surtout à partir des grèves de chez Renault, a trouvé son reflet négatif dans la spontanéité de l'activité même du secrétariat, alors que l'organisation que nous construisons est le contraire de tout spontanéisme. Centralisée au niveau international, elle s'appuie sur le mouvement spontané de la classe, pour le développer, l'organiser et le centraliser vers la prise du pouvoir; ce qui ne peut être en aucun cas le résultat du mouvement spontané des travailleurs. Être le dirigeant et l'organisateur de la classe, c'est donc combattre la spontanéité dans la construction du parti.

Nous avons succombé au mouvement spontané de la classe, en pensant que nous pouvions déclencher la grève générale de la Régie en nous fondant seulement et exclusivement sur l'agitation et la diffusion de tracts, alors que nous venions juste de commencer à intervenir à Billancourt, avant la grève des caristes. Notre organe central "La Quatrième Internationale" et organe régional "La Vérité des Révolutionnaires" ont dernièrement disparu de notre activité. "La Vérité" ne sortait même pas tout simplement. La priorité a été donnée à l'intervention, même par les membres du secrétariat, aux dépens de l'élaboration politique et de la rédaction du journal. Ce qui était au fond de cet activisme et ce propagandisme, c'est cette idée non avouée: puisque le mouvement se développe, puisque nous avons raison, le parti va se construire tout de même, même s'il se dissoud dans le mouvement.

La pression de la spontanéité du mouvement a pris sa forme la plus claire lors de l'arrêt des grèves à Renault. Alors qu'au lendemain du vote au Mans, il était clair que les appareils ont réussi à freiner, encore cette fois-ci le mouvement, vu notre faiblesse, nous voulions à tout prix faire déclencher, dans l'immédiat, la grève générale, indépendamment de la situation objective, et indépendamment de nos forces, en tombant dans le pur sub-

jectivisme. Ce qui était au fond de cette attitude, c'était la peur que nous ne réaliserons pas nos objectifs, parce que le mouvement est en recul, et que nous ne voulions pas admettre. Cela exprime justement cette attitude spontanéiste, dans la mesure où cela voulait dire: le parti peut se construire seulement lors de grandes mobilisations. Alors que la construction du parti est un processus permanent, parce que conscient, même si sa tactique est élaborée en fonction de la situation objective dans la lutte des classes.

Les 9 semaines de grèves à Renault, bien qu'elles n'aient pas abouti, ont incontestablement ouvert une nouvelle étape dans la mobilisation des travailleurs en France. Les travailleurs sont conscients qu'ils ont été lésés; leur méfiance envers les appareils ne vient que de s'approfondir, exprimée déjà par 2/3 des votes des ouvriers du Mans contre la reprise du travail, et contre les résultats des prétendues négociations. Cette méfiance grandissante des travailleurs de Renault est d'ailleurs celle de millions d'ouvriers qui suivent attentivement les luttes à la Régie et les manœuvres des directions syndicales.



Cyrac, patron des patrons parle dans "Le Monde" du danger de la révolution, Chirac dans une interview dans "Le Point", trahit l'incertitude quant au développement de la situation, l'appareil stalinien, tout en criant à la victoire, et essayant de se re-faire sa virginité par "la campagne pour les 17 licenciés" parallèle du "tournant" à partir de Renault, en exprimant déjà son intention d'organiser, sous la pression des masses, une large mobilisation pour la canaliser dans les négociations tripartites: patronat, syndicats, gouvernement.

La préparation du 1er Mai, à travers la conférence du 25 Avril du secteur des Cercles de Jeunes Révolutionnaires de Renault, dans le cadre de la préparation du Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I., a été la réponse à la lutte de classe, lors des grèves à la Régie; elle reste cette réponse aujourd'hui à condition, comme toujours, de préciser nos mots d'ordre en relation avec la situation concrète.

Le spontanéisme dans la construction du parti, comme le reflet de la pression du mouvement spontané - nourri par les illusions maintenues et propagées par les appareils et les centristes -, a également trouvé son expression au niveau de notre propagande.

Dans plusieurs documents que notre section a sorti, ^{Bibliothèque Communiste} ^{Renault} concernant la grève générale de Mai-Juin 68, comme celle que

nous sommes entraînés de préparer, ont été très ambiguës. Elles sous-entendaient, par exemple, que la grève générale de mai-juin 68 aurait pu en elle-même résoudre le problème du pouvoir, dans les autres cas, qu'il aurait suffit de la centraliser au niveau du Comité Central National de Grève. Autrement dit, que les travailleurs sans ou avec le parti révolutionnaire auraient pu ou peuvent de toute façon prendre le pouvoir, ce qui va de pair avec l'attribution au Comité Central National de Grève de la tâche de former le Gouvernement Ouvrier-Paysan. Le rôle fondamental du parti dans toute mobilisation de la classe ouvrière y est escamoté, comme dans la préparation et pendant la grève générale.

La classe ouvrière ne prendra pas spontanément le pouvoir, même en étant en grève générale, même en ayant formé le Comité Central National de Grève, si dans cette mobilisation le parti n'organise pas et ne centralise pas les comités et les conseils ouvriers, seuls capables de prendre le pouvoir, sous la direction du parti révolutionnaire. Car même les soviets auxquels le mouvement spontané de la classe peut arriver, ne prendront pas le pouvoir sans une activité organisée et consciente du parti dans la mobilisation et les soviets, sans le parti dont toute stratégie, ce qu'"oublient" tous les centristes, est subordonnée à ce but.

La grève générale, le Comité Central National de Grève, les conseils ouvriers - sans le parti, signifient l'appareil stalinien à leur tête, tôt ou tard, signifient la défaite. Les exemples sont abondants.

Le Comité Central a relevé la même vision spontanéiste dans la construction du parti, dans les discussions que nous avons eues autour des tâches du Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I.

Pour certains camarades de la direction, il s'agissait de proclamer, déjà lors de ce congrès le Parti Ouvrier Révolutionnaire, y compris au niveau de sa nomination, comme en Espagne, et non pas, comme l'a défini le 11ème Congrès de la Ligue, de transformer l'O.C.I. en section française proclamée et indépendante de la Ligue Internationale, ce qui est une tâche de l'O.C.I.-Fraction L.I.R.O.I.

Nous étions tous d'accord sur le fait que le formidable développement du mouvement ouvrier en France, marqué par la grève des postiers, et dernièrement les 9 semaines de lutte à Renault, exige de nous de progresser rapidement dans la construction du parti ouvrier révolutionnaire, c'est-à-dire dans le changement du rapport entre la IVème Internationale et la classe ouvrière, afin que cette dernière nous reconnaisse comme seul représentant de la IVème Internationale. Mais cela ne se règle pas par l'autoproclamation, qui cadre justement les tâches que nous avons à accomplir pour devenir le Parti Ouvrier Révolutionnaire. Et pour le faire, nous ne pouvons plus continuer en tant qu'O.C.I.-Fraction L.I.R.O.I., au moment où précisément, face à l'accélération de la lutte des classes, l'O.C.I., sous la direction de Lambert-Just joue aujourd'hui, directement et ouvertement le rôle d'agence du stalinisme dans le mouvement ouvrier, en tant qu'organisation centriste la plus dangereuse, car se réclamant de la IVème Internationale, et dans ce cadre de 20 années de lutte pour l'indépendance du prolétariat, contre la trahison staliniste.

Notre tâche est donc, sur la base de l'intervention indépendante dans la lutte des classes, en affrontant l'appareil stalinien, auquel nous disputons déjà la direction du prolétariat, de former une fraction dans l'O.C.I. préparant avec nous le Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I., pour faire la scission ouverte avec la direction Lambert-Just, en proclamant la section française, indépendante et proclamée, de la Ligue Internationale.

Cela n'exclue pas, au contraire, le développement de l'activité envers la Ligue Communiste Révolutionnaire (L.C.R.), pilier du Secrétariat Unifié, dans le cadre du combat de la Ligue Internationale pour la fraction internationale, autour de la prépara-

tion de la 4ème Conférence Internationale Ouverte, reconstratrice de la IVème Internationale. Mais cela ne signifie pas non plus que lors du Congrès Trotskyste Extraordinaire de l'O.C.I., nous accomplirons déjà la délimitation politique, telle que nous serons reconnus par la classe ouvrière en tant que seuls véritables trotskystes, et en droit de proclamer le parti ouvrier révolutionnaire. La proclamation de la section française de la Ligue Internationale n'est pas identique à la proclamation du Parti Ouvrier Révolutionnaire. Mais il n'y a pas de contradiction entre la construction du parti ouvrier révolutionnaire et la proclamation de la section française de la Ligue. L'une est l'étape et le moment de l'autre. Les camarades prennent l'exemple du parti ouvrier révolutionnaire d'Espagne, section espagnole de la Ligue Internationale. C'est un très bon exemple, mais son utilisation s'avère fausse. Lors de la proclamation du Parti Ouvrier Révolutionnaire d'Espagne (P.O.R.E.), notre section espagnole, à l'époque l'Organisation trotskyste d'Espagne (O.T.E.) sur la base de son intervention indépendante dans la lutte des classes, a mis en déroute les sections du Secrétariat Unifié, qui n'arrive plus à s'en remettre; et ni le Comité d'Organisation de Lambert-Just, ni l'International Committee sous la direction du W.R.P. de Grande-Bretagne, n'arrivent à s'enraciner en Espagne, face à l'activité du P.O.R.E.

Alors qu'en France, en relation même avec l'existence de l'agence du Kremlin, le P.C.F., relativement la plus forte en Europe, se trouvent les organisations les plus fortes du Comité d'Organisation et du Secrétariat Unifié, toutes les deux se réclamant frauduleusement de la IVème Internationale.

Comme conclusion du rapport politique et de la discussion qui a suivi, le Comité Central a affirmé:

"Il faut rompre avec les tendances à la dislocation et à l'activisme dans l'activité de construction du parti, tendances qui se sont exprimées depuis le 11ème Congrès, et en contradiction avec ses résolutions, comme un résultat de l'adaptation au mouvement spontané de la classe ouvrière.

Maîtriser notre activité de construction du parti signifie que nulle activité ne peut être placée au-dessus ou avant la centralisation politique qui est déterminée en premier lieu par

- la parution et la vente de la presse du parti dans l'intervention. En ce sens, il faut insister sur la nécessité de redresser la vente de "La Quatrième Internationale" pour la mettre au même niveau que celle de "La Vérité des Révolutionnaires".

En même temps, affirmer la nécessité que paraisse régulièrement tous les 15 jours "La Vérité des Révolutionnaires", au-dessus de tout autre considération.

- La centralisation de la construction du parti autour de la mobilisation en masse de la jeunesse prolétarienne signifie que la participation à l'élaboration de la "Jeune Garde", l'organe du Comité International de Liaison pour la construction de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, et sa diffusion massive par la Section française est décisive dans cette lutte.

- La parution régulière, chaque semaine de la feuille Renault est une nécessité absolue pour concrétiser la centralisation de notre activité dans l'implantation du parti dans les secteurs décisifs du prolétariat.

- Notre activité pour l'implantation du parti dans ces secteurs, en devenant organisateur des luttes de la classe ouvrière, dans l'affrontement avec l'appareil stalinien, implique que l'intervention dans les syndicats, dans cet objectif soit effective et se développe. Cela doit être inclus comme un des éléments capitaux de la formation et apparaître dans notre presse.

- La mobilisation de la jeunesse prolétarienne n'a qu'un but: recruter au parti. Dans ce sens, la mise en place de la formation permanente des jeunes stagiaires doit se faire avec

rapidité.

- La campagne financière permanente du parti est indissociable de son activité politique, comme un élément de sa construction. Elle prend aujourd'hui la forme de la campagne pour le Rassemblement de Berlin, pour laquelle le Comité Central fixe comme objectif la somme de 30.000 Frs. Cette campagne, en

tant que l'activité de construction du parti, doit être impulsée et nourrie par notre presse.

C'est seulement cette centralisation qui permet de réaliser les objectifs fixés pour le 17 Mai, jour de proclamation des Jeunesse Ouvrières Révolutionnaires de France pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Ludwig SKARGA

ITALIE: Le "Compromis historique" contre la révolution européenne

Un des éléments les plus caractéristiques de la période que nous vivons, période pré-révolutionnaire pour toute l'Europe, est l'impuissance de la bourgeoisie à maintenir, si peu que ce soit, l'illusion qu'elle est capable de régler un quelconque problème à l'échelle nationale ou internationale.

Effrayée par la poussée en avant du prolétariat mondial, par la révolte de toutes les couches opprimées, elle invoque une fatalité désincarnée qui aurait provoqué la crise, qu'elle désigne par de vagues notions économiques ou scientifiques, habillées de racisme (l'inflation, l'"Energie", le "Pétrole", les "arabes").

La classe ouvrière, peu sensible à ce nouvel obscurantisme par lequel on veut expliquer l'aggravation de ses conditions de vie, poursuit sa marche en avant,

Ce sont des dictatures fascistes qui sont tombées les premières, en Grèce, au Portugal; en Espagne, celle de Franco est imminente - en France, c'est la ruine du Bonapartisme.

La bourgeoisie inquiète, tout en affirmant que "là-bas" les peuples se mobilisent pour la "démocratie" et qu'elle s'en félicite, feint de ne pas remarquer que ses "démocraties", celles qu'elle vénère, celles qu'elle prétend être les plus pures et les meilleures, les démocraties parlementaires, ne résistent pas non plus aux impératifs de la lutte des classes.

Le meilleur exemple est celui de l'Italie, fleuron de la "démocratie parlementaire" en Europe. La marche en avant du prolétariat n'épargne pas les démocraties : car c'est l'état bourgeois quelque soit sa forme (fasciste, bonapartiste, démocratique) qui est menacé par toutes les luttes actuelles du prolétariat.

Il est donc normal que les difficultés énormes de la "démocratie" italienne, face à une mobilisation particulièrement massive du prolétariat, rendent la situation, dans ce pays, particulièrement dangereuse pour l'état bourgeois. Le prolétariat d'Italie a expérimenté, tour à tour, le fascisme le plus pur : celui de Mussolini, et la démocratie parlementaire la plus célèbre d'Europe.

A l'heure où la révolution s'approche, il n'a plus qu'une illusion sur les formes politiques avec lesquelles la bourgeoisie l'exploite. Ces dernières tomberont dans la lutte plus vite que partout ailleurs en Europe de l'Ouest.

C'est ce qui explique que, parmi les piliers du maintien de l'ordre bourgeois en Europe capitaliste que sont les partis staliniens, le P.C.I. est celui qui est allé le plus

loin dans la lutte pour empêcher toute mobilisation indépendante du prolétariat italien contre la bourgeoisie et son état.



Le dernier Congrès du P.C.I., qui s'est déroulé du 10 au 23 Mars, a précisé et poussé plus loin encore cette orientation.

I.- L'ETAT ACTUEL DE LA LUTTE DES CLASSES, ET LA CRISE DE L'ETAT BOURGEOIS.

Face à la mobilisation des masses, l'appareil d'état bourgeois italien est en pleine putréfaction : la police ne contrôle plus rien, la corruption saisit toutes ses institutions, les complots prolifèrent, les caisses de l'Etat sont vides, les gouvernements apparaissent et disparaissent comme dans un kaléidoscope et n'arrivent pas à faire reculer durablement les travailleurs, et cela malgré le concours du P.C.I. pour désamorcer les luttes.

La dernière édition gouvernementale, "Centre-Gauche" (démocratie chrétienne, socialistes et sociaux-démocrates) n'est pas plus heureuse, dans ses tentatives de stabilisation, que les précédentes.

Aujourd'hui, c'est l'activité des masses dans la rue et les usines d'une part, et d'autre part les attaques fascistes, qui définissent les enjeux politiques réels, tandis que les débats au Parlement, les remaniements ministériels apparaissent comme des palinodies ridicules et néoprétentieuses.

Activité des masses, coups de main fascistes, impuissance

URB
Universidad de Barcelona
Hemeroteca General
CEDOC

du gouvernement bourgeois : voilà l'indice le plus sur que de grands bouleversements approchent en Italie.

Mais, cette situation est trop instable pour durer : la bourgeoisie ne peut laisser indéfiniment un gouvernement impuissant tenir les rênes du pouvoir, alors que les masses sont en mouvement.

C'est cette impuissance de la bourgeoisie à contrer par la voie "démocratique" la mobilisation ascendante des travailleurs qui détermine une fraction non négligeable parmi elle à armer et financer les bandes fascistes qui prolifèrent.

450 attentats en 1974, plus d'un par jour, qui n'ont cependant pas arrêté d'un pouce la combativité des travailleurs.

Mais, si le facisme est le moyen le plus sûr pour la bourgeoisie d'écraser les travailleurs et ses organisations, il implique un rapport de forces entre les deux classes qui n'existe pas aujourd'hui.

Depuis la puissante vague de grèves de 1969, et à travers celles de l'Automne 1972, de l'hiver 1973 et de Mai 1974, la classe ouvrière d'Italie continue, d'une façon ininterrompue, sa mobilisation révolutionnaire pour la satisfaction de ses revendications légitimes, contre l'augmentation du coût de la vie de 26% au cours de l'année 1974 et le taux de chômage le plus élevé dans le Marché Commun.

Chaque mouvement d'envergure tend immédiatement vers la grève générale, peut en devenir le début.

A plusieurs reprises déjà, la classe ouvrière a imposé à ses directions des grèves générales d'une corporation, d'une branche d'industrie, d'une catégorie professionnelle, et même de tous les travailleurs, sous la forme de grèves d'une heure ou d'un jour.

Ces grèves, si elles sont appelées par les directions trahies pour démobiliser et morceler, sont l'expression de ce mouvement des travailleurs.

Dans cette situation, c'est la puissance de la classe ouvrière qui s'affirme chaque jour plus, comme une expression de la reprise par le prolétariat mondial de l'initiative dans la lutte des classes. Mais le raffermissement de sa volonté de lutte, sa centralisation, la précision de ses objectifs, l'élévation de son niveau de conscience, sa préparation à la prise du pouvoir dépendent au premier chef de sa direction politique.

Or la direction actuelle du prolétariat d'Italie, l'appareil stalinien du P.C.I., est au contraire le principal obstacle que les autres lutteuses trouvent dans la lutte qu'ils mènent contre le fascisme.

Obligé de porter sur ses épaules la totalité de la crise, il doit seul survivre aujourd'hui que l'Etat bourgeois chancelant ne s'affondre pas, et cela de manière immédiate. La bourgeoisie mondiale en est consciente. C'est ainsi qu'elle peut dire que "l'ordre, désormais, c'est lui - y compris pour de petits industriels" (*Le Monde* du 19.3.75). En réalité, l'appareil stalinien affirme qu'il l'est, non seulement pour les "petits", mais surtout pour les grands industriels !

Le P.C.I. : Pour le "compromis historique" avec les impérialistes

C'est au lendemain du coup d'Etat fasciste au Chili que le P.C.I. fait la proposition de réaliser un "Compromis Historique" avec le parti de la démocratie chrétienne, parti de la grande bourgeoisie italienne.

L'appareil stalinien tient à marquer que malgré la participation active de la démocratie chrétienne du Chili, dont les liens avec

son homologue italien sont très étroits, à l'écrasement sanglant du prolétariat, il est déterminé à faire l'Union Sacrée pour sauver l'ordre bourgeois. Il s'adresse directement à la Démocratie Chrétienne, passant même par dessus le P.S.I. et les formations dites "centristes". Il sait déjà qu'une "Union de la Gauche" Italienne serait totalement insuffisante, même pour une courte durée, pour canaliser le mouvement des masses travailleuses.

Malgré cela, le parti de l'impérialisme italien, qui d'un côté arme et finance les hordes fascistes, et de l'autre continue à prétendre jouer le jeu de la "démocratie" au parlement, n'a pas répondu aux appels du P.C.I. Non parce qu'il se refuse en général à la collaboration de classe, mais parce qu'il attend de voir jusqu'où ira le P.C.I. dans ses propositions, et dans la trahison de la classe ouvrière. Celui-ci n'a pourtant cessé de lui donner des gages de sa bonne volonté, le pressant d'accepter au plus vite, et faisant déjà en pratique des pas en avant vers l'association Capital-Travail.

En effet, le véritable contenu du "Compromis Historique", les travailleurs italiens ont pu encore récemment l'apprécier.

En Novembre 1974, chez FIAT, les directions syndicales, impulsées principalement par le P.C.I., ont signé un accord qui fait payer aux ouvriers la crise du système capitaliste. Au nom de "l'intérêt national", elles se sont mis d'accord avec Agnelli - le Dreyfus italien - et le gouvernement pour qu'au-dessus de 280.000 voitures en stock, le chômage partiel soit automatique - autrement dit que les ouvriers de FIAT soient volés automatiquement sur leurs salaires, dès que les ventes n'apportent pas au capital le profit escompté. De telle manière que les ouvriers de FIAT ont déjà chômé 47 jours depuis septembre dernier !

Malgré cela, leur combativité n'a pas été entamée, de même que dans les autres centres industriels. C'est pour cela que pour le P.C.I. l'Union Sacrée doit être réalisée au plus vite: le "Compromis Historique" est le "problème actuel et non pour un lointain futur" déclare G. Amendola, du B.P. du P.C.I. C'est la signification du XIV^e Congrès du P.C.I. qui s'est tenu du 18 au 23 Mars.

Le XIV^e Congrès du P.C.I. : l'engagement de la bureaucratie du Kremlin contre la révolution européenne.

Depuis 2 ans, les P.C.I. essayait de freiner la mobilisation des travailleurs en subordonnant leur lutte et leur volonté d'en finir avec les gouvernements bourgeois, à la réalisation d'un accord au sommet entre lui et la démocratie chrétienne (P.D.C.). Aujourd'hui, il lui faut modifier sa tactique: il ne peut plus se heurter de cette manière à la lutte des travailleurs, mais doit essayer de la canaliser vers la solution bourgeoise de rechange que constitue le Compromis historique. C'est en ce sens que de proposition, celui-ci est devenu lors du congrès, une "stratégie et une méthode", appelant à lutter "à la base" pour la réalisation du compromis historique.

Le P.C.I. est obligé de répondre de cette manière à la radicalisation de la classe ouvrière. En même temps, il essaie d'accentuer sa pression sur la bourgeoisie, l'appelant à défaire de la direction actuelle de ce parti (Fanfani), devenue un obstacle à la réalisation urgente de la Sainte Alliance.

L'interdiction de la démocratie chrétienne sous la pression des travailleurs au Portugal, survenue au même moment que le congrès, a été une occasion de plus pour la bourgeoisie italienne d'exiger encore plus de garanties du P.C.I. Celui-ci les a fournies en se désolidarisant d'une telle mesure "anti-démocratique" prise par le Front Populaire portugais.

Le XIV^e Congrès a également affirmé qu'il n'exigeait pas, à la différence du P.C.F. par exemple, la sortie de l'Italie de l'OTAN, dont les forces en Europe sont destinées à l'intervention armée de l'impérialisme contre les masses laborieuses de tous les pays d'Europe, dès que celle-ci sera possible, comme en témoignent les rôles navaux de ses forces navales au Portugal.

Cela illustre d'une manière particulièrement nette le contenu de la "détente" et de la "Conférence sur la sécurité collective en Europe": il s'agit de préparer la sécurité de la propriété privée et de la bureaucratie stalinienne, contre les travailleurs de tous les pays, et contre les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Aussi bien cette position par rapport à l'OTAN que les déclarations sur la Démocratie Chrétienne portugaise, visent à donner l'assurance à la bourgeoisie italienne que le P.C.I. a davantage peur de la révolution sociale que d'éventuels préparatifs fascistes par le P.D.C., et qu'en conséquence il accepte de donner les garanties exigées par l'impérialisme en Italie.

Ici, Berlinguer, dirigeant du P.C.I., parle au nom d'une aile de la bureaucratie du Kremlin, décidée à pousser jusqu'à ses ultimes conséquences la collaboration avec l'impérialisme, en se soumettant totalement à lui.

C'est pour cette raison que la seule opposition au compromis historique, exprimée par Tintarella au XIV^e Congrès du P.C.I., a valu à ce bureaucrate pourtant blanchi sous le harnais, l'exclusion immédiate; mais c'est aussi en prévision des frictions importantes qui ne manqueront pas de se manifester dans le PCI sous la pression de la radicalisation des masses, qu'une restructuration du P.C.I. a été opérée, destinée à amortir au maximum les chocs.

La "décentralisation": la mise en place de congrès régionaux se substituant au congrès national dont la convocation est repoussée, visent à atténuer les effets de la crise interne dans le P.C.I., en évitant de leur donner un retentissement "national".

L'ensemble de cette politique du P.C.I. qui, partageant la même peur de la révolution que la bourgeoisie, la fasse malgré tout à celle-ci l'initiative et les moyens de se préparer au fascisme et avec le maximum de garanties sur la conservation de sa liberté d'action; qui, par ailleurs prépare déjà son parti à résister à l'offensive de la classe ouvrière, la sachant inévitable et dislocatrice; cette politique le désigne clairement comme pointe avancée de la politique de collaboration de classe impulsée par le Kremlin. L'exigence de cette alliance avancée sans floritures par le P.C.I., avec les forces de la bourgeoisie les plus réactionnaires, trouve d'une part son origine dans la peur de la révolution italienne et l'imminence de la révolution suprême, et d'autre part dans l'absence actuelle d'alternative politique à la direction de la classe ouvrière.

Reconstruire la IV^e Internationale en Italie: une tâche urgente de la L.I.R.O.I.

Car si le P.C.I. peut aller si loin dans ses préparatifs contre la révolution italienne, c'est aussi en raison de la confusion politique de l'avant-garde de la classe ouvrière qui se détache de lui sans trouver de perspectives. Des militants quittent le P.C.I. sans savoir où se diriger.

Les multiples scissions déjà survenues dans le P.C.I. et la constitution de nombreuses nouvelles organisations, sont certes le résultat de la crise de l'appareil stalinien, mais n'ont fait qu'obscure la conscience politique de la classe ouvrière, en se surajoutant comme autant d'écrans entre elle et le seul parti capable de la diriger vers la victoire: la IV^e Internationale.



Le principal responsable en est le S.U. pabliste de Genève-Italien qui a liquidé la section italienne de la IV^e Internationale, en imposant l'entrisme à ses militants dans le P.C.I., dans les années cinquante. Aujourd'hui, son représentant Livio GATTI, poursuit au nom du trotskysme, leur politique de soutien à l'appareil stalinien.

C'est ainsi que la L.C.R. et les Gruppi Comunisti Rivoluzionari du Secrétariat Unifié pabliste trouvent carrément que le "compromis historique" est une proposition à discuter. Il pourrait selon eux "créer les conditions d'une rationalisation des structures du capitalisme italien, avec le développement de nouvelles branches d'industrie occupant beaucoup de main-d'œuvre et l'orientation plus marquée de la production vers la satisfaction des consommations collectives". Il s'agit ici d'une citation de "Rouge" (14 Mars 1975, page 10), et non des paroles de Berlinguer on s'y tromperait ! Car il ne dit rien d'autre au XIV^e Congrès, en affirmant "qu'il est possible d'introduire les éléments du socialisme dans le système capitaliste" (!) et que c'est justement le but du "compromis", sous la forme du "renouveau démocratique et social de l'Italie".

"Rationalisation du capitalisme italien" et "Renouveau démocratique et social de l'Italie capitaliste" - c'est dire la même chose différemment. C'est dire aux travailleurs: l'impérialisme est rationalisable, peut être rénové dans un sens progressiste, alors que déjà au début de ce siècle, Lénine a défini l'impérialisme comme "la réaction sur toute la ligne" qui ne mène que au néant à la barbarie ou céder la place au socialisme.

Quant au Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dirigée par l'actuelle direction de l'U.C.R., Lambert-Just, il mène une politique qui participe à la tromperie entreprise par les staliniens. Elle est son expression sous une forme "plus à gauche". Proposer aux travailleurs de lutter pour

un "gouvernement P.C.-P.S. sans ministres bourgeois", en sautant que ce gouvernement pourrait se constituer sur un autre programme que celui du "compromis historique" - sans d'ailleurs proposer cet autre programme - alors que les appareils trahis du P.C. et du P.S. ont démontré que pour eux il ne peut s'agir que du programme bourgeois, c'est tourner le dos à la formidable mobilisation du prolétariat.

Celle-ci exige de la IV^e Internationale la préservation et le développement de l'indépendance de classe, à travers la construction de son parti en Italie, élément déterminant pour la centralisation des luttes, la préparation et l'organisation de la Grève Générale pour défaire la bourgeoisie et son gouvernement, et diriger la classe ouvrière vers le Gouvernement Ouvrier-Paysan, vers les Etats Unis Socialistes d'Europe.

La direction de l'O.C.I., comme la L.C.R. avec leurs centres respectifs, liquidateurs de la IV^e Internationale (Comité d'Organisation et Secrétariat Unifié), continuent de servir au P.C.I. de "couverture de gauche" pour ses menées contre-révolutionnaires, suivis d'une multitude d'autres groupes centristes en Italie.

La Ligue Internationale - qui représente aujourd'hui la continuité de la IV^e Internationale, s'est donnée pour tâche de reconstruire la section Italienne de la IV^e Internationale, au cours et dans le combat de préparation de la 4^e Conférence Internationale Ouverte, reconstructrice de la IV^e Internationale, et à travers la lutte pour l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse.

Elle seule le peut en effet, car, à l'échelle mondiale, elle est l'unique organisation qui combat aujourd'hui la collaboration de classe, sous toutes ses formes ("compromis historique", "Union de la Gauche", "Union du MFA avec les forces populaires", etc.), qui combat pour le Gouvernement Ouvrier-Paysan, pour les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Claude LOUSSIANE

3 Millions pour Berlin ! 3 Millions pour l'I.R.J ! 3 Millions pour la révolution socialiste !

Dans le cadre de la préparation de 4^e Conférence Internationale Ouverte, reconstructrice de la IV^e Internationale, le 2^e Congrès de la Ligue Internationale a réaffirmé que l'une des étapes décisives pour la tenue de la 4^e Conférence est la préparation et le succès du rassemblement de Berlin, conférence de proclamation de l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, axée autour du mot d'ordre : "A BAS LE MUR DE BERLIN !"

La section française de la Ligue Internationale, l'O.C.I. Fraction L.I.R.Q.I., par son combat pour la fondation des

Jeunesses Ouvrières Révolutionnaires de France (J.O.R.) en mobilisant des dizaines de jeunes ouvriers à Renault, à Usinor, la SNIAS, au P.T.T prépare activement le rassemblement de Berlin. Le 17 Mai en sera la première étape, celle de la fondation des Jeunesses Ouvrières Révolutionnaires de France pour la construction de l'I.R.J.

L'une des conditions du succès de la 4^e Conférence est la tenue, par l'O.C.I. Fraction L.I.R.Q.I., du Congrès Trotskyste extraordinaire de l'O.C.I. afin d'arracher de la direction liquidatrice Lambert/Just et de transformer cette organisation en la section française proclamée de la Ligue Internationale.

L'immensité des tâches qui incombent à l'O.C.I. Fraction L.I.R.Q.I. demandent des moyens de plus en plus grand et notamment de plus en plus d'argent. Rien ni personne de ce qui est attaché à la défense du vieil ordre social pourri ne nous aidera. Dans ce combat pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de la reconstruction de la IV^e Internationale, le soutien financier dont nous avons besoin ne peut venir que de ceux qui n'ont que leur chaîne à perdre. C'est à vous travailleurs, jeunes ouvriers, militants que nous nous adressons.

Afin d'assurer la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés, le Comité Central a décidé d'engager une campagne financière de 3 millions, et qui prendra fin avec le rassemblement de Berlin.

Travailleur, jeune ouvrier, militant ! C'est à vous que nous nous adressons, car c'est à vous que nous pouvons et voulons demander votre soutien financier !

Travailleur, jeune ouvrier, militant, cet argent que vous nous donnez, c'est votre apport pour la construction de l'I.R.J., pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour la victoire de la révolution socialiste.

Travailleur, jeune ouvrier, militant, versez massivement aux 3 millions pour Berlin, soutenez financièrement le combat de l'O.C.I. Fraction L.I.R.Q.I., car notre combat est le vôtre, le parti que nous construisons est le vôtre.

Versez massivement !

3 millions pour Berlin !

3 millions pour construire l'I.R.J. !

3 millions pour reconstruire la

IV^e Internationale !

AUX TRAVAILLEURS ET A LA JEUNESSE DU MONDE ENTIER

OUVRIERS, JEUNES, INTELLECTUELS DE FRANCE ET DU PORTUGAL !

Une nouvelle vague d'arrestations déferle sur l'Espagne. La répression s'abat sur les militants révolutionnaires, elle s'attaque aux masses d'ouvriers en lutte. L'état d'exception est décrété à Bilbao et St. Sébastien, rendant possible tout arbitraire. Toute personne "suspecte" peut être arrêtée sans préalable et sans limite. Les emprisonnés peuvent être torturés sauvagement, accusés et condamnés pour assassinat, y compris, celui de Cañero Blanco.

Le régime abject de Franco chancelle, ses jours sont comptés. La chute de la dernière dictature fasciste d'Europe est imminente. Elle est hantée par le spectre du Portugal. Enfantine dans le sang de la révolution, son agonie convulsive agrandit encore sa féroce. La répression ouverte vise directement l'ensemble des travailleurs dont la mobilisation croissante et combative se dirige vers le parachèvement de l'objectif de la révolution écrasée et frappe le régime de plein fouet. La répression s'abat en premier lieu sur la fraction consciente de la classe ouvrière, jugée la plus dangereuse.

Dans la première quinzaine d'avril, un grand nombre de militants a été arrêté à Bilbao et Pamplone, accusé d'appartenir au Parti Ouvrier Révolutionnaire, section espagnole de la Ligue Internationale de Reconstruction de la IV. Internationale, ainsi qu'à la Ligue Communiste Révolutionnaire ETA 6 et à l'organisation de la Gauche Communiste. La plupart est accusée d'être membre du Parti Ouvrier Révolutionnaire, précisément de ce Parti qui, en organisant le combat des ouvriers de SEAT s'affirmait le 16 avril comme dirigeant de la grève générale des ouvriers du bâtiment à Barcelone. Le Conseil des Ministres s'est immédiatement réuni. Il a examiné l'activité des organisations "subversives", en consacrant une attention toute particulière au Parti Ouvrier Révolutionnaire. Fait sans précédent, la presse, la radio et la télévision, d'un seul coup, se mises de concert pour appuyer cet examen. Le régime moribond désigne le Parti Ouvrier Révolutionnaire comme l'organisation la plus dangereuse. La police accuse la plupart des militants arrêtés et torturés d'en faire partie. Elle les présente en même temps comme des voleurs, assassins et terroristes, afin de pouvoirs les frapper "légèrement" et plus férolement, de même, que les organisations "subversives" en premier lieu, le P.O.R.E. Et voici que l'état d'exception est proclamé dans les provinces basques, tandis que des milliers d'ouvriers de Valladolid (usines Renault) sont attaqués par la police et la garde civile. Nul doute n'est permis: face à la croissance du combat, à son envergure, l'état d'exception sera étendu à tout le pays.

Les travailleurs et les jeunes du monde entier, surtout de l'Europe et en particulier de la France et du Portugal sont directement concernés, comme dans le passé. Ils ressentent profondément l'unité entre leur lutte et celle des travailleurs espagnols, à travers l'immense solidarité de toujours, avec les combats passés et présents de la classe ouvrière espagnole, de même qu'à travers la haine envers Franco et sa dictature. Ces sentiments profonds et vivants sont l'expression de la liaison étroite entre l'issue de leur propre combat et celle du combat des travailleurs d'Espagne et de la chute du franquisme. Là aussi, le passé rejoint le présent.

La Ligue Internationale de Reconstruction de la IV. Internationale s'adresse à l'ensemble de la classe ouvrière internationale, à sa jeunesse, en particulier, à celles du Portugal et de la France, ainsi qu'à toutes les organisations parlant en leur nom. Il est nécessaire et urgent de transformer ces sentiments en une solidarité agissante. Dans chaque pays, surtout au Portugal et en France, l'aboutissement, la solution des problèmes, dans chaque lutte des travailleurs et des jeunes sont directement et immédiatement liés.

à la chute de la dictature franquiste.

L'enjeu dépasse de loin celui de Burgos. Si à ce moment, la réaction immédiate de dizaines de milliers de travailleurs, de jeunes et d'organisations a où faire reculer Franco, il est indispensable qu'aujourd'hui, la mobilisation des travailleurs, de la jeunesse et de tous les démocrates sincères ne s'arrête pas à l'action immédiate. La sauvagerie actuelle de la dictature fasciste est l'expression de son agonie finale. Le combat contre cette dictature est le même que mènent les travailleurs de tous les pays, surtout de France et du Portugal, pour leurs propres revendications. Il s'agit d'une mobilisation soutenue, organisée et unitaire, donc urgente, nécessaire et possible.

LIBERTE DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES

DISSOLUTION DES TRIBUNAUX MILITAIRES ET SPECIAUX

LEVEE DE L'ETAT D'EXCEPTION

RETOUR LIBRE DE TOUS LES EXILES ESPAGNOLES

MOBILISATION DES TRAVAILLEURS, DES JEUNES, DES INTELLECTUELS,
DE TOUS LES DEMOCRATES

La Ligue Internationale de Reconstruction de la IV. Internationale engage ce combat. Elle s'adresse aux travailleurs et jeunes, pour qu'ils la reprennent, la soutiennent et la développent. Elle appelle les organisations ouvrières et démocratiques à s'unir pour ce combat, de s'y engager avec elle.

Le Sécrétariat International
de la Ligue Internationale de
Reconstruction de la IV. Internationale

Versez massivement de l'argent, nécessaire pour soutenir et développer la lutte contre la répression à:
M.Ville C.C.P. 33.851 - LA SOURCE

ERRATUM

Par suite d'une confusion technique, nous avons annoncé la conférence de fondation des JEUNESSES OUVRIERES REVOLUTIONNAIRES DE FRANCE le 17 Mai. Celle-ci se tiendra effectivement le 19 Mai. De même, la conférence du secteur Renault des Cercles de Jeunes Révolutionnaires se tiendra le 14 Mai et non le 6 Mai comme annoncé.